

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer _ CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY

Usine de Sorcy
BP 16
55190 Sorcy-Saint-Martin

Références : CL/621-2025
Code AIOT : 0006205651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY implanté Côte de Menton 55190 Sorcy-Saint-Martin. L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY
- Côte de Menton 55190 Sorcy-Saint-Martin
- Code AIOT : 0006205651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SOCIETE DES FOURS A CHAUX DE SORCY exploite une carrière à ciel ouvert de calcaire et de grouine sur le territoire de la commune de Sorcy-Saint-Martin. Les matériaux extraits sur le site servent à alimenter les fours à chaux situés à proximité immédiate de cette dernière.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
7	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 10/09/2020, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Affichage	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.1.1	Sans objet
3	Décapage	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.2.3	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.2.4	Sans objet
5	Stabilité	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.2.8	Sans objet
6	Rejets aqueux milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.5.3	Sans objet
8	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés le jour du contrôle, l'exploitant doit transmettre un suivi à jour de l'exploitation de grouine et mettre en place un suivi de cette exploitation permettant de connaître la situation du gisement. L'exploitant doit également actualiser les courbes de suivi dans le temps de la qualité des eaux souterraines et les transmettre à l'inspection des installations classées. Ces actions sont à réaliser dans les délais précisés aux points de contrôle correspondants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Volumes
Prescription contrôlée : <u>2510-1:</u> exploitation d'une carrière de calcaire pour une production de 1 350 000 tonnes par an et Exploitation d'une carrière de grouine pour une production annuelle maximale de 20 000 tonnes par an.
Constats : Pour l'année 2024, l'entreprise a déclaré une exploitation de 848 879 tonnes dont 372 435 de stériles sur la carrière de calcaire. Pour l'année 2025 en cours, le volume exploité à fin octobre était 778 000 tonnes pour la carrière de calcaire. Concernant la partie carrière de grouine, l'exploitant a expliqué qu'il sous-traitait cette exploitation et qu'il ne suivait pas précisément son exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un suivi pour l'exploitation de la grouine sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais, sur la voie d'accès à la carrière, un panneau indiquant en caractères apparents: <ul style="list-style-type: none"> • son identité (raison sociale et adresse) ; • la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; • l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut-être consulté ; • les horaires d'ouverture ; • la mention "interdiction d'accès à toute personne non autorisée".
Constats : Le jour du contrôle, l'inspection a pu constater qu'un affichage est bien en place à l'entrée de la carrière. Ce panneau reprend l'ensemble des informations prescrites ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Le décapage des terrains est limité aux besoins de la phase en cours des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles, au moyen d'un chargeur et/ou d'une pelle mécanique, le cas échéant à l'aide d'un brise roche ou avec mise en œuvre de tirs de mines. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément...
[...]

Constats :

Le dernier décapage a été effectué en 2022 sur une surface de 11 hectares et correspond au plan de phasage en cours.
Les terres végétales et les stériles sont bien séparés lors de l'opération.
Les terres sont stockées à l'écart au Nord-est du site et seront utilisées plus tard pour la réhabilitation du terroir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Extraction

Prescription contrôlée :

[...]
L'abattage des roches est réalisé par des tirs de mines profonds inclinés au maximum à 20° par rapport à la verticale.
La cote minimale en fond d'excavation est limitée à 280 mètres NGF. L'exploitation est réalisée par gradins successifs de 23 mètres de hauteurs maximales, la largeur des banquettes étant de 20 mètres minimum pendant les travaux avec un délaissé égal au minimum à la hauteur du front de taille.
[...]

Constats :

Le jour du contrôle, l'inspection a demandé le plan de tir du dernier tir de mines réalisé sur site (plan du 18 novembre 2025). Le plan montre une inclinaison de 10°. L'exploitant a expliqué qu'une inclinaison réduite à 10° permet de limiter la déviation du forage et donc d'être plus précis dans l'abattage tout en ne créant pas de front trop abrupt.
Le dernier plan topographique présenté lors du contrôle montre bien que la cote en fond d'excavation respecte la limite de 280 mètres, le fond du carreau étant à environ 286 mètres. La hauteur des gradins respecte la limite de 23 mètres.
La largeur des banquettes est bien supérieure aux 20 mètres prescrits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité
Prescription contrôlée : [...] Afin d'éviter des instabilités locales, telles que les chutes de blocs plus ou moins de grande taille, deux solutions seront mises en œuvre: <ul style="list-style-type: none"> • une solution active consistant à procéder, après chaque tir, à la purge des fronts qui progressent et à visiter régulièrement les fronts qui ne sont pas en exploitation, afin de purger les blocs dont la stabilité évolue dans le temps, soit par les vibrations des tirs ou des engins, soit par les actions climatiques; • une solution passive, en limitant ou empêchant les accès aux zones pouvant poser des problèmes et en attirant l'attention du personnel sur les risques encourus. Ces actions feront l'objet d'une procédure d'exploitation, avec enregistrement du relevé de la surveillance des fronts de taille sur les plans de tirs. Cette surveillance sera effectuée une fois par an par une personne extérieure au site de la carrière, compétente en matière de stabilité en carrière et sera formalisée par un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour du contrôle, l'exploitant a précisé qu'après chaque tir de mines, une purge des fronts de taille est bien réalisée. De plus, des merlons et/ou pièges à cailloux sont mis en place aux endroits susceptibles d'engendrer des problèmes pour éviter tout incident. Une fois par an, un prestataire intervient pour réaliser un relevé de l'ensemble des fronts de taille. Son rapport comprend une carte de la carrière avec une indication par code couleur des fronts de taille à risques. Le dernier passage a été réalisé en juillet 2024, le prochain est planifié au 4 décembre 2025. En parallèle, la cheffe du service carrière a présenté un document de travail qui vise à anticiper les incidences des tir de mine en fonction de l'orientation du gisement. L'exploitant n'a pas d'enregistrement du suivi de la purge des fronts de taille, mais assure que c'est un travail quotidien, notamment parce que les fronts évoluent et nécessitent donc une observation et un entretien régulier pour la sécurisation du personnel. Lors du passage sur site, l'inspection a constaté la mise en place de "merlons et/ou pièges à cailloux, et a pu observer que les fronts de taille sont purgés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets aqueux milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2015, article 8.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée :

En période d'extraction, les eaux de ruissellement internes au site de la carrière sont dirigées, au fur et à mesure de la progression de l'exploitation, vers un bassin d'infiltration en point bas de la carrière.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel, par infiltration dans le sol, doivent satisfaire les conditions suivantes :

- le pH compris entre 5,5 et 8,5,
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- la teneur maximale en hydrocarbures totaux inférieure à 1 mg/l (norme NF T 90 114).

L'exploitant fait réaliser **semestriellement** par un organisme extérieur agréé une surveillance qualitative des rejets d'eaux pluviales et transmet à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit l'exécution des prélèvements, les résultats de cette surveillance accompagnés de ses commentaires sur les éventuelles anomalies constatées et les actions mises en œuvre pour y remédier.

Constats :

Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté les deux derniers contrôles réalisés sur site, le 27 janvier et le 5 août. Les paramètres demande chimique en oxygène et hydrocarbures étaient en dessous des seuils de détection. Le pH était à 8,3 en janvier et 8,4 en août.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2020, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Une surveillance qualitative des eaux souterraines est réalisée au minimum par le biais de trois piézomètres, deux implantés en aval de la carrière et un en amont par rapport au sens d'écoulement des eaux souterraines présentes au droit de la carrière.

La surveillance est effectuée selon une fréquence semestrielle, en période de hautes eaux et de basses eaux, sur l'ensemble des paramètres suivants : pH, conductivité, hydrocarbures, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, chlorure, fluorure, sulfate, indice phénol, COT et fraction soluble.

Les prélèvements et analyses sont effectués par un organisme agréé, selon des méthodes normalisées.

Les résultats de cette surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées avec des courbes de suivi dans le temps de la qualité des eaux et les commentaires de l'exploitant sur les éventuelles dégradations constatées, ainsi que la description détaillée des mesures correctives proposées dans ce cadre.

<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté le dernier contrôle des eaux souterraines réalisé en mai 2025 par un laboratoire agréé.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les courbes de suivi dans le temps de la qualité des eaux avec ses commentaires. Ce suivi n'est plus réalisé depuis environ 2 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats de cette surveillance avec des courbes de suivi dans le temps de la qualité des eaux et ses commentaires sur les éventuelles dégradations constatées, ainsi que la description détaillée des mesures correctives proposées dans ce cadre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant a présenté les résultats du suivi des retombées poussières de l'activité carrière depuis 2020 jusqu'aux dernières mesures de 2025. Aucun dépassement de la valeur seuil de 500 mg/m²/j pour les points de type (b) n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>